



\*

# SAUVETEURS DE FONCIER SUR LA CÔTE D'AZUR

Dans une région de France où le mètre carré à bâtir vaut de l'or, une poignée d'élus ont décidé de remettre l'alimentation au cœur des enjeux agricoles. Fermes municipales, achat de terres, protection de périmètres agricoles, conventions avec les producteurs... Visites inspirantes de quatre communes très engagées, membres du réseau Un Plus Bio.

TEXTES ET PHOTOS : JULIEN CLAUDEL  
ILLUSTRATION : ATELIER LUGUS



## LE MEA-CULPA DE LA FRENCH RIVIERA

Si elles étaient restées bras croisés, ces communes de l'arrière-pays auraient fini elles aussi par être grignotées par l'urbanisme.

Le monde change. La French Riviera n'est plus uniquement cette terre de strass et paillettes réservée aux clientèles huppées des super-yachts et des villas XXL. Du moins, si la bande littorale de Cannes à Nice, en passant par Antibes, est saturée sur les plans touristique, démographique et immobilier, il émerge une forme de résistance dans le proche arrière-pays. À la différence des régions rurales moins soumises aux pressions foncières ou urbanistiques, ces territoires ont intégré l'idée que, s'ils ne bougeaient pas, ils se laisseraient définitivement gagner par le mitage, la spéculation et l'appropriation lucrative des derniers lopins de terre fertiles. Ainsi, sur le territoire de la communauté d'agglomération Sophia-Antipolis (Casa) et du Pays de Grasse, une foule d'acteurs commence à marcher main dans la main, rompant avec ses habituelles logiques de travail en silo : la Safer Paca, Agribio 06, la chambre d'agriculture, Terre de Liens, la Scic Terre Adonis et, en tête de la mobilisation, la Casa. Ce chantier du foncier s'avérait d'autant plus urgent que les nombreux agriculteurs qui s'arrêtent trouvent difficilement des repreneurs, quand ils ne sont pas simplement tentés de revendre leur ferme au prix fort de l'immobilier.

La Safer Paca a ouvert le bal en 2021, en menant la grande concertation citoyenne « Parlons de la terre, parlons de vous », qui a débouché sur la valorisation du potentiel de douze bassins agricoles dans

la région. De son côté, la Casa a mis les bouchées doubles avec un programme de reconquête foncière à l'échelle de ses 24 communes : passage en zone agricole de plus de 600 hectares, mobilisation d'un fonds de concours de 800 000 euros pour aider treize communes à en acheter 120, octroi de prêts d'honneur à des porteurs de projet, création de deux espaces-tests agricoles, exécution de 70 chantiers participatifs de restauration de murs de pierres sèches, ou encore programme de sensibilisation Activ'ta Terre, à destination des écoles.

\*

La création d'un centre de formation de la filière Ppam (plantes à parfum aromatiques et médicinales), encore bien présente dans la région, est à l'étude. La communauté d'agglomération a enfin mis en place son PAT (projet alimentaire territorial) qui lorgne vers la restauration collective comme débouché de choix pour les producteurs.

Au final, la Casa connaît aujourd'hui le plus fort taux d'installation de toutes les intercommunalités, et plus de 200 porteurs de projets ont déjà frappé à sa porte.

## Châteauneuf-Grasse l'inventive



Perché sur une colline offrant une vue imprenable sur la baie de Cannes au loin, le village de Châteauneuf-Grasse a conservé son caractère provençal aux couleurs d'ocre et de lumière. Mais ici comme ailleurs, l'agriculture a bien reculé et, quand on embrasse le paysage sur un des belvédères de la commune, les plus grands espaces agricoles qui s'offrent au regard sont plutôt inattendus : ici l'oliveraie de la résidence de l'ancien roi des Belges Albert II, là-bas les 20 hectares de la villa de feu Silvio Berlusconi, entre les deux la plaine rase d'un golf municipal international de 18 trous... Rien qui n'empêche d'inverser le cours des choses depuis l'arrivée aux manettes d'Emmanuel Delmotte, un maire touche-à-tout qui a plus d'une idée dans son sac. Ingénieur en environnement et en agriculture, ancien inspecteur des installations classées pour l'environnement, il a roulé sa bosse auprès des ministères et, pour ne pas se reposer, est devenu le vice-président à l'agriculture de la communauté d'agglomération Sophia-Antipolis.

**Sur le principe d'une personne-une voix, la Scic Les Ferrages de Châteauneuf réunit une cinquantaine de producteurs, des collectivités, des citoyens et des salariés.**

Sur sa commune de 3 700 habitants au nombre d'agents restreint, il a renoncé à créer une régie agricole et préféré fonder une structure coopérative, la Scic Les Ferrages de Châteauneuf (dont le statut juridique permet de faire entrer jusqu'à 50 % de financements publics), pour mener à bien trois missions : produire des fruits et légumes et approvisionner les cantines, créer un magasin de producteurs pour les habitants, animer par des moments festifs et pédagogiques le projet alimentaire local.



Un pari réussi qui embarque, sur le principe d'une personne-une voix, une cinquantaine de producteurs, des collectivités, des citoyens et des salariés. Le résultat économique est à la hauteur : le magasin « Marché paysan », créé en 2017, va atteindre cette année 800 000 euros de chiffre d'affaires, en plus d'avoir remporté l'appel d'offres des fruits et légumes de toutes les cantines d'Antibes-Juan-les-Pins. Les cantines de Châteauneuf, dont les cuisines sont gérées par un Esat, sont labellisées Ecocert « En cuisine » trois carottes, avec plus de 80 % de bio, et le village prépare désormais les repas du village voisin d'Opio. Les Ferrages sont installés sur un domaine agricole de 4,5 hectares racheté deux millions d'euros par la ville, « un investissement conséquent mais voté à l'unanimité y compris par l'opposition », se réjouit Emmanuel Delmotte. Une Maison de l'environnement devrait prochainement y voir le jour, qui accueillera un café associatif, les bureaux de la Scic, des étudiants de passage, des événements, etc.

## Valbonne la fertile



modat de cinq ans, une formule souple où l'usage des terres est gratuit le temps de leur occupation.

Jusqu'à présent, la restauration collective de Valbonne et ses 1 600 repas quotidiens étaient délégués à la société Elior. Les élus ont choisi de faire évoluer le modèle pas à pas. « *Comme on n'a pas de recul ni de grande expérience municipale, créer d'un coup une cuisine centrale municipale en liaison chaude nous paraissait trop risqué* », argumente Emmanuel Ardichvili. Les élus ont donc décidé de transformer en unités de préparation à part entière, sur un rythme d'une tous les deux ans, les cuisines de réchauffe des cinq écoles.

Les municipalités successives ont racheté des terres dans d'autres points de la ville dont, au sud, une dizaine d'hectares sur le parc de la Valmasque, avec un ancien moulin, où devrait notamment s'établir la Maison des semences paysannes maralpines. « *Notre volonté de reconquête foncière et de développement agricole est forte, même si nous ne sommes pas aussi favorisés que dans la plaine alluvionnaire du Loup, à deux pas d'ici* », conclut l'élu valbonnais qui prend très à cœur de reverdir sa ville.



## Villeneuve-Loubet la pragmatique



« Ici, on tient même des promesses qu'on n'a pas faites », sourit le maire de Villeneuve-Loubet. Ancien député, figure politique de la Droite populaire, Lionel Lucca n'a pas sa langue dans sa poche. L'économie en général et ici en particulier ? « L'air du temps me fatigue, souffle l'intéressé. Personnellement je n'ai pas attendu que ce soit à la mode pour m'y mettre. Avec André Aschieri, l'ancien maire de Mouans-Sartoux, je dirais qu'on a été les deux premiers écolos de la région, bien qu'on ne fût pas du même bord. » Et de citer, lorsqu'il était conseiller général dès 1994, la création de la première piste cyclable du département « quand tout était déjà bétonné sur la côte ». Devenu président de la commission environnement « à une époque où elle n'intéressait personne », Lionel Lucca a multiplié par deux le nombre de parcs naturels départementaux...

**« Au fond, ce que je veux, ce sont des gosses qui mangent bien grâce à des gens qui en vivent. »**

Dans sa ville, il mène tôt une politique d'acquisition foncière. D'abord pour y créer des aménagements rendus nécessaires par le développement démographique : gendarmerie, médiathèque, collège, mais également pour conserver aux terres acquises une vocation agricole. « Il y a vingt ans, acheter ou protéger des friches non entretenues n'était pas une préoccupation d'élu, pourtant je me disais déjà que s'il n'y avait plus d'agriculteurs aujourd'hui, il en reviendrait bien demain. » Et ce fut le cas dans la petite plaine proche du cœur de ville où s'est installé Fabrice Leroy, un maraîcher bio. En 2016, il a monté ses serres autour d'une maison classée en zone rouge inondable « qu'on a tout de même payé 450 000 euros, preuve qu'on a mis des moyens ! ». Moyennant un loyer modique, l'agriculteur logé sur place a signé un marché à procédure adaptée qui lui permet, sans passer par des appels d'offres, de livrer directement



une partie de sa production aux cantines, dont la première se situe à deux cents mètres de la ferme. Autrefois gérée par Sodexo puis Elior, la restauration collective est revenue dans le giron municipal. « J'étais agacé du manque de qualité récurrent dont se plaignaient les habitants. Longtemps, on a été encouragé à la délégation de service public par les services de l'État et l'Union européenne, mais là aussi, il fallait revenir à quelque chose de plus cohérent. Au fond, ce que je veux, ce sont des gosses qui mangent bien grâce à des gens qui en vivent. » Cuisine bio et locale à base de produits bruts, service en liaison chaude, éducation des convives... La mairie a installé un potager dans chaque école, enrichi par le recyclage des restes alimentaires triés par les enfants. Un grand verger municipal a également été planté au milieu d'un parc de logements récent. L'air du temps, au final, est devenu beaucoup plus respirable.

## Mouans-Sartoux la défricheuse



C'est par elle que tout a commencé. À la fin des années 1990, en pleine crise de la vache folle, la ville de Mouans-Sartoux, 10 000 habitants, prend un premier virage en introduisant la viande de bœuf bio dans ses repas scolaires. Une dynamique est lancée, qui mènera jusqu'en janvier 2012 au 100 % bio dans les assiettes. Entre-temps, la commune rachète en 2010 un domaine agricole voué à un important projet immobilier. Elle réhabilite les terres et les murets, installe Sébastien Jourde qui devient le premier maraîcher municipal de France.

**Le prochain défi : aider à se loger sur la commune les futurs porteurs de projets agricoles**

La régie de Haute-Combe, six hectares d'un seul tenant tout près du centre-ville, fournit aujourd'hui

90 % des besoins en légumes des 1 200 repas quotidiens à la cantine. La ferme est aussi devenue le siège de la Maison d'éducation à l'alimentation durable, qui reçoit chaque année en visite des dizaines de collectivités de France et d'Europe (soit 700 depuis le début de l'aventure). Depuis six ans, elle accueille le premier diplôme universitaire « Chef de projet en alimentation durable », développé avec l'Université Côte d'Azur et l'association Un Plus Bio. Après avoir triplé ses surfaces agricoles, la mairie projette d'en ajouter encore cette année pour arriver à quelque 170 hectares disponibles. L'un de ses prochains défis consiste à trouver une solution pour aider de futurs candidats à l'installation à se loger, car cultiver des terres entre Cannes et Grasse, passe encore, mais se loger au prix des loyers qui flambe : la belle affaire ! L'idée de construire un éco-hameau agricole fait notamment son chemin.

